La délégation de sommes : notion et procédure

Introduction

Lorsqu'un débiteur d'aliments ne paie pas, ne paie que partiellement ou paie irrégulièrement les aliments dont il est redevable au créancier, ce dernier se trouve généralement dans une situation délicate¹. En effet, les besoins du créancier alimentaire sont essentiels, vitaux et urgents². Par définition, les aliments correspondent à ce dont le créancier a besoin pour vivre quotidiennement. La récupération de ces aliments par le créancier alimentaire doit donc pouvoir intervenir le plus rapidement possible.

Or le droit commun de l'exécution (soit la saisie) ne permet, bien souvent, pas de répondre à ces besoins³. Il n'est, en effet, pas rare que plusieurs années séparent le prononcé du jugement condamnant un débiteur alimentaire à verser une pension alimentaire (au sens large du terme) au créancier d'aliments et la mise à exécution effective de cette décision⁴.

Vu la position délicate du créancier alimentaire, le législateur a décidé de favoriser ce dernier par l'introduction de divers mécanismes, parmi lesquels :

- l'objectivation du calcul des pensions alimentaires grâce à des méthodes statistiques (parmi lesquelles figure la méthode Renard). Le législateur est, en effet, parti du principe que, si le débiteur d'aliments ne respectait pas la condamnation prononcée à son encontre, c'était éventuellement parce qu'il avait l'impression que la décision était injuste, notamment car il considérait les sommes trop élevées ou insuffisamment justifiées⁵. C'est également pour cette raison que le législateur a dorénavant prévu, à l'article 1321 du Code judiciaire, que toute décision ou toute convention fixant une contribution alimentaire devait faire état des éléments (tels que les revenus des parties, le budget de l'enfant, etc.) pris en considération par le magistrat ou, le cas échéant, les parties ;
- la généralisation, avant même l'adoption de la loi « pot-pourri »⁶, du caractère exécutoire de plein droit par provision de toute décision en matière alimentaire⁷ ;

- l'instauration du SECAL (Service des créances alimentaires) ayant la double fonction d'octroyer des avances au créancier d'aliments et de recouvrer, auprès du débiteur d'aliments, tant les avances octroyées que les arriérés⁸ ;
- l'interdiction de compenser une créance alimentaire avec une créance d'une autre nature⁹ ;
- la création d'une faveur au profit du créancier d'aliments à l'article 1412 du Code judiciaire, qui prévoit, d'une part, que les règles d'insaisissabilité prévues par les articles 1409 et suivants dudit Code sont inopposables au créancier d'aliments et, d'autre part, que ce dernier est privilégié par rapport aux autres créanciers du débiteur¹⁰ ;
- l'institution au bénéfice du créancier d'aliments d'un véritable privilège général sur meubles à l'article 19, 3^{bis}, de la loi hypothécaire¹¹.

C'est également en raison de la qualité du créancier d'aliments et des conséquences, pour ce dernier, du défaut de paiement de la pension alimentaire que le législateur a instauré la procédure spécifique de la délégation de sommes¹², sujet de la présente contribution.

1. Généralités

A. Définition

En matière de droit civil, la délégation « est une opération juridique à trois personnes en vertu de laquelle une personne – le délégant – invite une autre personne – le délégué – à s'engager envers une troisième personne – le délégataire – à exécuter une obligation que le délégant a envers le délégataire – ce que le délégué et le délégataire acceptent »¹³.

Alors que la délégation de droit commun découle de la volonté du débiteur, le délégant, il n'en est pas ainsi de la délégation de sommes. En effet, celle-ci peut être définie comme étant « l'autorisation judiciaire¹⁴ donnée au créancier d'aliments – le délégataire – de percevoir directement, à l'exclusion du débiteur – le délégant –, dans les conditions et limites que le jugement fixe, les revenus de celui-ci ou toute autre somme à lui due par un tiers – le tiers délégué »¹⁵.

B. Créances donnant lieu à délégation de sommes

Ne se concevant qu'en matière alimentaire, le champ d'application de la délégation de sommes a été étendu au fur et à mesure de modifications législatives.

Au départ, le législateur avait introduit¹⁶ ce mécanisme dans l'ancien Code civil uniquement pour sanctionner le devoir de contribution aux charges du mariage (art. 221 ancien C. civ.). Il a ensuite été étendu par la loi du 30 avril 1958¹⁷ aux mesures provisoires prises par le président du tribunal de première instance pendant la procédure en divorce ou en séparation de corps pour cause déterminée. La loi du 9 juillet 1975¹⁸ a, par après, également prévu la possibilité de faire usage de cet instrument dans le cas d'une pension alimentaire après divorce pour cause déterminée. Enfin, la délégation de sommes a été étendue pour presque toutes les obligations alimentaires par la loi du 31 mars 1987¹⁹. À la suite de cette dernière législation, la délégation de sommes est désormais envisageable tant pour les obligations alimentaires entre époux et ex-époux que pour les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants²⁰.

À l'heure actuelle, la délégation de sommes peut être sollicitée sur pied des articles 203ter (obligations découlant des articles 203, 203bis, 205, 207, 336 ou 353-14), 220 (époux déclaré absent ou incapable d'exprimer sa volonté – nous ne l'aborderons pas dans la mesure où cette demande est rare), 221 (contribution aux charges du mariage) et 301, § 11 (pension alimentaire après divorce), de l'ancien Code civil.

C. Nature juridique

La question de la nature juridique de la délégation de sommes a, longtemps, été sujette à controverse. La délégation de sommes doit-elle être considérée comme un simple mandat de justice ou comme une saisie-arrest simplifiée²¹ ?

Après l'entrée en vigueur des lois du 20 juillet 1932 et du 30 avril 1958, la délégation de sommes était considérée comme un simple mandat de justice non créatif d'un titre de créance²². « Il s'agit non pas de conférer un droit personnel à l'époux délégataire, mais seulement de lui donner un pouvoir de représentation lui permettant d'exercer un droit appartenant à son conjoint et donc de percevoir auprès des tiers les sommes dues par eux au

1 A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », in *Guide social permanent – Droit du travail : commentaires*, t. V, Waterloo, Kluwer, 2015, p. 623.

2 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *Rép. not.*, t. I « Les personnes », liv. 4 « Aliments », Bruxelles, Larcier, 2006, p. 330, n° 431 ; N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *Act. dr. fam.*, 2010, p. 161 ; Ch. PANIER, « Les délégations de sommes », in A. FETTWIS et E. GUTT (dir.), *Les voies conservatoires et d'exécution – Bilan et perspectives*, Bruxelles, Ed. du jeune barreau, 1982, p. 143.

3 N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *op. cit.*, p. 161.

4 N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », in *Le droit de l'exécution, en principe(s) et en particulier*, Bruges, la Chartre, 2010, p. 81.

5 *Ibid.*, p. 82 ; N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *op. cit.*, p. 153.

6 *Loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice*, M.B., 22 octobre 2015, p. 65084.

7 *Art. 1322/1 C. jud. introduit par la loi du 19 mars 2010 visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants*, M.B., 21 avril 2010, p. 22362.

8 N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 82.

9 *Art. 1293, 3^o, C. civ. Voy. not. à ce propos A. TOUSSAINT, « Les normes de droit civil et de droit judiciaire au service du recouvrement des créances alimentaires », Bull. proc.*, numéro spécial, octobre 2020, p. 7.

10 A. TOUSSAINT, « Les normes de droit civil et de droit judiciaire au service du recouvrement des créances alimentaires », *op. cit.*, p. 9.

11 *Ibid.*

12 A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », *op. cit.*, p. 623 ; N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *op. cit.*, 2010, p. 161.

13 P. VAN OMMESLAGHE, *Traité de droit civil belge*, t. II, vol. III, Bruxelles, Bruylant, 2013, p. 1949.

14 *Nos italiques.*

15 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 330, n° 431 ; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 126 ; N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *op. cit.*, p. 161.

16 *Loi du 20 juillet 1932 portant modification des dispositions du chapitre VI, titre V, du livre I^{er} du Code civil : « Des droits et devoirs respectifs des époux »*, M.B., 12 août 1932, err., M.B., 21 août 1932.

17 *Loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux*, M.B., 10 mai 1958.

18 *Loi du 9 juillet 1975 relative à la pension après divorce*, M.B., 23 juillet 1975, p. 9062.

19 *Loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation*, M.B., 27 mai 1987, p. 8250.

20 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 333, n° 434.

21 M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », in *Divorce – Commentaire pratique*, Waterloo, Kluwer, 2011, p. IXbis.3.1-2, n° 1.2.

22 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 334, n° 435 ; K. VANLEDE, « Het belang van een uniforme kwalificatie van deontvangstmachtiging », *E.J.*, 2001, p. 40, n° 12.

conjoint déléguant »²³. À en suivre cette thèse, l'époux était face à deux options, alternatives et non cumulatives : soit il optait pour la délégation qui ne lui conférait aucun droit personnel lui permettant de faire procéder à une saisie-arrière, soit il optait pour l'action alimentaire qui lui permettait d'obtenir un titre de créance susceptible d'exécution forcée²⁴.

À la suite de l'adoption des lois du 12 avril 1965²⁵ et du 9 juillet 1975, cette première thèse a été remise en cause, notamment parce que l'article 301bis introduit dans l'ancien Code civil définissait la délégation comme un moyen d'exécution, cumulatif au jugement fixant la pension²⁶. Une seconde thèse va donc naître, selon laquelle la délégation de sommes est une mesure d'exécution du jugement, une saisie-arrière simplifiée²⁷.

Actuellement, cette question ne semble plus susciter autant de débats que par le passé. En effet, la loi du 19 mars 2010²⁸ a modifié l'article 203ter du Code civil, qui précise désormais que « le créancier peut, [...] pour la fixation du montant de la pension et pour l'exécution du jugement²⁹, se faire autoriser à percevoir, à l'exclusion dudit débiteur, dans les conditions et les limites que le jugement fixe, les revenus de celui-ci ou toute autre somme à lui due par un tiers ». Le jugement fournit donc au créancier d'aliments non seulement un titre de créance à l'égard du débiteur d'aliments, mais aussi un moyen d'exécution³⁰. Il peut donc en être déduit que la délégation de sommes doit, aujourd'hui, être considérée comme une voie d'exécution simplifiée³¹, de telle sorte qu'elle peut être mise en œuvre tant pour récupérer les arriérés alimentaires que les montants futurs³².

Sous l'angle de la procédure, la délégation de sommes ne peut toutefois se confondre avec la saisie-arrière, puisque celle-ci se réalise par voie de notification, n'est pas dénoncée au déléguant et n'impose au tiers délégué aucune obligation de déclaration de créance³³.

2. Procédure

A. Introduction de la demande

La délégation de sommes doit nécessairement être sollicitée au juge, ce dernier ne pouvant pas l'accorder d'office³⁴.

Cette demande peut être introduite de deux manières :

- Soit elle est introduite dans le cadre d'une procédure visant à obtenir la condamnation du débiteur à verser une pension alimentaire. En ce cas, la demande de délégation de sommes est introduite soit par requête, soit par citation, selon la forme nécessaire pour l'introduction de la procédure, soit par conclusions en cours de procédure.
- Soit elle est introduite à titre principal, indépendamment d'une demande de condamnation à verser une pension alimentaire. Dans ce cas, elle est introduite par une requête conforme aux articles 1253ter et suivants du Code judiciaire³⁵.

B. Conditions d'octroi

Ce n'est qu'à défaut pour le débiteur d'aliments de satisfaire à ses obligations alimentaires que le créancier peut solliciter de se voir octroyer le bénéfice de la délégation de sommes. Il peut en être décidé ainsi si le débiteur ne satisfait pas à son obligation alimentaire, s'il n'y satisfait que partiellement ou s'il y satisfait régulièrement ou systématiquement en retard.

La Cour de cassation a d'ailleurs décidé, dans un arrêt du 23 janvier 2009³⁶, que le juge qui accorde la délégation de sommes au seul motif qu'elle resterait sans effet tant que le débiteur d'aliments paierait régulièrement les contributions alimentaires et qu'elle ne pourrait devenir effective que pour l'avenir, et ce, alors que le débiteur d'aliments contestait la délégation de sommes en raison de ce qu'il avait toujours respecté ses obligations, ne justifie pas légalement sa décision.

Le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation quant à la demande du créancier d'aliments d'être autorisé à bénéficier de la délégation de sommes. Le juge appréciera ainsi, entre autres, les risques d'inexécution de l'obligation, notamment au regard du comportement passé du débiteur alimentaire³⁷.

Il y a toutefois des cas dans lesquels le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation moindre. Ainsi, l'article 203ter de l'ancien Code civil dispose que, si le tribunal de la famille constate que le débiteur n'a pas satisfait à ses obligations à deux reprises, consécutives ou non, au

cours des douze mois précédant le dépôt de la requête, il doit accorder le bénéfice de la délégation de sommes au créancier d'aliments, sauf s'il existe des « circonstances exceptionnelles propres à la cause ». Ces circonstances exceptionnelles peuvent, par exemple, consister en des problèmes bancaires ou à tout autre événement indépendant de la volonté de l'une ou de l'autre partie³⁸.

C. Conditions et limites

Dans le cadre de la décision qui accorde au créancier d'aliments le bénéfice de la délégation de sommes, le juge doit en fixer les conditions et limites. Même si, bien souvent, la délégation de sommes a une portée générale et peut s'appliquer à tous les revenus du débiteur d'aliments et être opposée à tous les tiers qui seraient eux-mêmes débiteurs du débiteur d'aliments, le juge peut décider que la délégation ne peut dépasser un certain montant ou un certain pourcentage des revenus du débiteur ou limiter le bénéfice de la délégation de sommes à certains tiers débiteurs. Le juge peut également fixer certaines conditions à respecter par le créancier, telles qu'une obligation de résidence fixe ou une obligation d'affectation prioritaire des revenus délégués à certaines charges³⁹.

De même, *a priori*, la décision accordant la délégation de sommes n'est pas limitée dans le temps, mais le juge pourrait estimer, au vu des circonstances de l'espèce, d'en circonscire la durée⁴⁰.

D. Assiette de la délégation

La délégation de sommes peut avoir pour assiette les revenus du débiteur d'aliments, mais également « toute autre somme à lui due par un tiers »⁴¹.

Les revenus peuvent, évidemment, être professionnels, mais peuvent également consister en des revenus mobiliers ou immobiliers du déléguant. Les « autres sommes » peuvent viser des sommes à échéance périodique, telles que le remboursement d'un prêt privé, ou un capital⁴².

E. Opposabilité aux tiers

La décision accordant la délégation de sommes est opposable aux tiers, débiteurs actuels ou futurs du débiteur d'aliments, sur la notification qui leur en est faite par le greffier à la demande du créancier, et ce, que la délégation soit accordée sur pied de l'article 203ter, 221 ou 301, § 11, de l'ancien Code civil⁴³. Cette notification doit intervenir par pli judiciaire. Cela est expressément prévu dans les articles 203ter de l'ancien Code civil et 1253quater, c) et d), du

23 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 334, n° 435.

24 *Ibid.*

25 Loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, M.B., 30 avril 1965, p. 4710.

26 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 335, n° 436; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 130; K. VANLEDE, « Het belang van een uniforme kwalificatie van deontvangstmachtiging », *op. cit.*, p. 40, n° 16.

27 S. BROUWERS et M. GOVAERTS, « Demandes de pension alimentaire entre époux », in *Les régimes matrimoniaux*, Liège, Wolters Kluwer, mis à jour au 1^{er} juillet 2017, p. TXVIII.1.-15, n° 18; S. BROUWERS, « Alimentatievorderingen tussen echtgenoten », in *Handboek familierecht voor de advocaat-stagiair 2018-2019*, Malines, Wolters Kluwer, 2018, p. 526, n° 707; N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 335, n° 436; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 130; Ch. PANIER, « Les délégations de sommes », *op. cit.*, p. 164.

28 Loi du 19 mars 2010 visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants, M.B., 21 avril 2010, p. 22362.

29 Nos italiques.

30 S. BROUWERS et M. GOVAERTS, *Alimentatievorderingen*, Malines, Wolters Kluwer, 2021, p. 339, n° 399; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.1-3, n° 1.2; N. GALLUS, « L'objectivation du calcul des contributions alimentaires », *op. cit.*, p. 161.

31 A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », *op. cit.*, p. 624; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.1-1.

32 S. BROUWERS et M. GOVAERTS, *Alimentatievorderingen*, *op. cit.*, p. 339, n° 399.

33 M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.1-3, n° 1.2; P. GIELEN, « Mise en œuvre »,

Rép. not., t. XIII « La procédure notariale », liv. 3 « Saisie mobilière », Bruxelles, Larcier, 2011, p. 256, n° 490.

34 Cass., 24 mars 1994, Arr. Cass., 1994, p. 305; Bull., 1994, p. 303; Div. Act., 1995, p. 122, note E. DE WILDE D'ESTMAEL; J.T., 1994, p. 479; Pas., 1994, I, p. 303; R.W., 1994-1995, p. 829; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.2-2, n° 2.2; N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 336, n° 438; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 131, n° 43.

35 M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.2-2, n° 2.3.

36 Cass., 23 janvier 2009, Pas., 2009, p. 212; Rev. trim. dr. fam., 2009, p. 520; Rev. trim. dr. fam., 2010, p. 921.

37 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 337, n° 438; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 131, n° 43; Ch. PANIER, « Les délégations de sommes », *op. cit.*, p. 166.

38 S. BROUWERS et M. GOVAERTS, *Alimentatievorderingen*, *op. cit.*, p. 342, n° 402.

39 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 337, n° 439.

40 *Ibid.*, p. 338, n° 442.

41 Art. 203ter C. civ.

42 N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 338, n° 441; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 133, n° 46.

43 A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », *op. cit.*, pp. 629, 633, 635 et 637; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », *op. cit.*, p. IXbis.3.3-1, n° 3.1; N. GALLUS, « La délégation de sommes », *op. cit.*, p. 337, n° 439; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », *op. cit.*, p. 132, n° 45; K. VANLEDE, « Het belang van een uniforme kwalificatie van deontvangstmachtiging », *op. cit.*, p. 43, n° 33.

Code judiciaire en ce qui concerne la délégation de sommes accordée sur pied de l'article 221 de l'ancien Code civil. L'article 301, § 11, du même Code ne précise pas les modalités à respecter par la notification de la décision par le greffier. Néanmoins, il nous semble évident que cette notification doit, elle aussi, avoir lieu par pli judiciaire, non seulement pour une question de cohérence, mais également pour une question de certitude de réception de la décision par le tiers délégué.

La notification doit indiquer ce que le tiers délégué doit payer⁴⁴. Lorsque la décision cesse de produire ses effets, les tiers délégués en sont également informés par le greffier, qui indique ce qu'ils doivent arrêter de payer⁴⁵.

À partir de la notification de la décision, le tiers délégué ne peut valablement se libérer des sommes dues au délégant qu'entre les mains du délégataire. À défaut pour lui de ce faire et même s'il est de bonne foi, la sanction de l'article 1242 de l'ancien Code civil lui sera applicable. Il sera ainsi contraint de payer cette somme une seconde fois au délégataire, car le paiement effectué est inopposable à ce dernier^{46 47}.

La délégation de sommes est ordonnée « sans préjudice des droits des tiers »⁴⁸, ce qui signifie que les tiers délégués ne peuvent être tenus envers le délégataire d'autre chose que ce à quoi ils étaient tenus vis-à-vis du délégant. Ainsi, par exemple, si le tiers délégué doit payer au délégant une prestation périodique, il ne peut être contraint à substituer cette prestation périodique par le paiement d'un capital, ou inversement⁴⁹. Le tiers délégué est également en droit d'opposer au délégataire toutes les exceptions qu'il pouvait opposer au délégant ainsi que les contestations qu'il pouvait soulever quant à l'existence et l'exigibilité de la créance⁵⁰.

F. Délai d'appel

La question est de savoir quel est le point de départ du délai d'appel ou d'opposition à l'encontre d'une décision accordant la délégation de sommes.

L'article 203ter de l'ancien Code civil dispose, en son alinéa 3, que « [l]a procédure et les pouvoirs du juge sont réglés selon les articles 1253ter à 1253quinquies du Code judiciaire ». Or l'article 1253quater du Code judiciaire précise que le défaillant peut faire opposition⁵¹ à la décision

dans le mois de sa notification par pli judiciaire et que, de la même manière, l'appel doit être interjeté dans le mois de la notification de la décision par pli judiciaire.

Cet article 1253quater du Code judiciaire fait, lui-même, référence à l'article 221 de l'ancien Code civil, de telle sorte que, si la délégation de sommes est accordée au créancier d'aliments sur pied de l'article 221, le délai d'opposition ou d'appel commence également à courir à dater de la notification par pli judiciaire.

Le point de départ du délai de recours contre une décision accordant la délégation de sommes sur la base des articles 203ter ou 221 de l'ancien Code civil est donc la notification de la décision.

Néanmoins, comme précisé *supra*, la délégation de sommes peut être demandée de manière « isolée » ou à l'occasion d'une demande visant à obtenir la condamnation d'un débiteur à verser une pension alimentaire (au sens large du terme) au créancier d'aliments. Dans ce dernier cas, le délai de recours débute-t-il lors de la notification de la décision ou lors de la signification ?

Dans un arrêt du 12 décembre 1996, la Cour de cassation⁵² avait opté pour la première solution : le délai d'appel court à partir de la notification. Cette solution était également retenue par plusieurs juridictions de fond⁵³.

Saisie d'une question préjudicielle à ce sujet, la Cour constitutionnelle – alors Cour d'arbitrage – a prononcé un arrêt le 30 juin 2004⁵⁴. La question préjudicielle alors posée à la Cour est celle de savoir si l'article 203ter de l'ancien Code civil viole les articles 10 et 11 de la Constitution dans la mesure où il instaure une différence de traitement entre une personne qui interjette appel d'une décision fondée sur les articles 203 et 203bis de l'ancien Code civil et contre laquelle le délai de recours ne commence à courir qu'à dater de la signification de la décision et une personne qui interjette appel d'une décision fondée sur les articles 203, 203bis et 203ter de l'ancien Code civil et qui devrait interjeter appel dans le mois suivant la notification de la décision. La Cour d'arbitrage y a répondu par la négative au motif qu'« il appartient au législateur de déterminer de quelle manière est réglée la communication des actes de procédure » et qu'« il est raisonnablement justifié⁵⁵ que le législateur ait choisi, pour les contestations relatives à l'article 203ter du Code civil, la procédure de la notification comme mode de communication des ordonnances prises en la matière ».

Dans un arrêt du 8 mai 2008, la Cour constitutionnelle a toutefois indiqué que la notification devait avoir lieu par pli judiciaire et non par pli simple après avoir constaté que « la volonté de

réduire les frais de la procédure ou d'accélérer le déroulement de celle-ci ne justifie pas que le débiteur, confronté à une décision contre laquelle un recours lui est ouvert, puisse être privé de ce recours ou voie son exercice limité lorsque la décision lui est communiquée par un simple pli dont l'acheminement ne fait pas l'objet de garanties particulières »⁵⁶. À la suite de cet arrêt, les articles 203ter de l'ancien Code civil et 1253quater du Code judiciaire ont été modifiés et prévoient le recours au pli judiciaire.

Enfin, la Cour de cassation a opéré un revirement de jurisprudence dans un arrêt prononcé le 2 novembre 2012. Elle y précise que « [l]e délai pour interjeter appel contre le jugement statuant sur une demande d'aliments introduite selon les règles du droit commun et une demande simultanée d'autorisation de percevoir ne prend pas cours à compter de la notification du jugement, mais à compter de sa signification »⁵⁷. La Cour a eu l'occasion de confirmer cette jurisprudence dans un arrêt du 3 décembre 2020⁵⁸.

La réponse à la question est donc maintenant claire : ce n'est que si la demande de délégation de sommes est formulée de manière « isolée » que le délai de recours débute le jour de la notification.

En ce qui concerne la délégation de sommes accordée sur pied de l'article 301, § 11, de l'ancien Code civil, force est de constater que ledit article ne renvoie pas à l'article 1253quater du Code judiciaire et que ce dernier ne fait pas non plus référence à l'article 301⁵⁹. À défaut de disposition contraire, ce sont les articles 1048 et 1051 du Code judiciaire qui trouvent application, à savoir que le délai de recours est d'un mois à partir de la signification.

G. Concours de délégations

Le premier alinéa de l'article 1390bis du Code judiciaire dispose que, « [l]orsqu'une délégation est accordée en vertu des articles 203ter, 220, § 3, 221, 301, § 11, du Code civil ou 1253ter/5, alinéa 1^{er}, 6^o⁶⁰, du présent Code, un avis de délégation est dans les trois jours ouvrables de la notification ou de la signification établie, suivant les cas, par le greffier, l'huissier de justice ou l'officier qui fait application de l'article 15 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances et adressé au fichier des avis ». L'alinéa 3 du même article précise, quant à lui, que, lorsqu'une demande de délégation est formulée, le greffier doit consulter les avis et, le cas échéant, en dresser la liste. S'il existe déjà une délégation ou une saisie-arrêt pour cause d'aliments, le greffier doit adresser par pli judiciaire au bénéficiaire de la saisie ou de la délégation une copie de la requête ou de la citation avec invitation à comparaître, et ce, afin de mettre

44 M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », op. cit., p. IXbis.3.3-1, n° 3.1; N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 337, n° 439; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », op. cit., p. 132, n° 45.

45 M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », op. cit., p. IXbis.3.3-1, n° 3.1; N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 337, n° 439.

46 Art. 1242 C. civ.; A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », op. cit., p. 630; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », op. cit., p. IXbis.3.4-1, n° 4.1; N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 339, n° 443; K. VANLEDE, « Het belang van een uniforme kwalificatie van deontvangstmachtiging », op. cit., p. 43, n° 34.

47 Arrêt ayant refusé l'application de l'article 1242 de l'ancien Code civil dans le cas qui lui était soumis : Bruxelles, 17 septembre 2002, NJW, 2002, p. 536.

48 Art. 203ter et 221 C. civ.

49 N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 339, n° 443; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », op. cit., p. 134, n° 48.

50 Ibid.

51 Il ne faut toutefois pas perdre de vue l'article 1047 du Code judiciaire, qui précise qu'un défaillant ne peut faire

opposition qu'à l'encontre d'une décision rendue en dernier ressort.

52 Cass., 12 décembre 1996, Arr. Cass., 1996, p. 1204; Bull., 1996, p. 1275; JT, 1997, p. 318; J.L.M.B., 1997, p. 705; Pas., 1996, I, p. 1275; R.W., 1996-1997, p. 1379.

53 Voy. p. ex. Civ. Charleroi (3^e ch.), 4 septembre 2002, Div. Act., 2003, p. 60, note M. SNOECK; Gand, 8 janvier 2009, J.J.P., 2010, p. 212; J.P. Fontaine-l'Évêque, 8 janvier 2009, J.J.P., 2010, p. 92, note C. DE BOE.

54 C.A., 30 juin 2004, n° 118/2004, Arr. C.A., 2004, p. 1363.

55 Notamment « par le souci de réduire les frais de la procédure ou d'accélérer l'exécution de la décision ».

56 C. const., 8 mai 2008, n° 76/2008, point B.8, A.C.C., 2008, p. 1099.

57 Cass., 2 novembre 2012, Arr. Cass., 2012, p. 2412; Pas., 2012, p. 2105; Rev. trim. dr. fam., 2013, p. 815; R.W., 2013-2014, p. 174; T.G.R.-T.W.V.R., 2013, p. 191; R.D.J.P., 2013, p. 17.

58 Cass., 3 décembre 2020, T. Fam., 2021, p. 73, note P. SENAËVE.

59 Civ. Charleroi (3^e ch.), 4 septembre 2002, Div. Act., 2003, p. 60, note M. SNOECK, qui rappelle une décision (non publiée) prononcée par ce même tribunal le 18 décembre 2001 relativement à l'article 301 de l'ancien Code civil.

60 Qui fait, en réalité, référence à l'article 221 de l'ancien Code civil.

cette personne à la cause⁶¹. Le défendeur peut également mettre à la cause les créanciers auxquels il a été condamné à verser des aliments, même si ceux-ci ne bénéficient ni d'une délégation ni d'une saisie⁶². Le dernier alinéa de l'article 1390bis du Code judiciaire prévoit que, si besoin, le juge décide de la répartition à opérer entre les créanciers d'aliments.

Si le législateur a prévu cela, c'est notamment par souci d'équité, car il a envisagé l'hypothèse dans laquelle les revenus du débiteur d'aliments seraient inférieurs au montant total des délégations et saisies. En ce cas, il faut pouvoir répartir équitablement les sommes déléguées ou saisies entre les créanciers d'aliments⁶³.

Ce faisant, le législateur a prévu une procédure de répartition *a priori*⁶⁴ par le juge saisi de la demande de délégation et non *a posteriori* dans

le cadre d'une procédure de distribution⁶⁵. Dans ce cadre, le juge ne sera soumis au respect d'aucune règle de priorité de certains créanciers sur d'autres ni au respect d'une règle de partage par contribution⁶⁶.

Conclusion

La délégation de sommes offre de nombreux avantages par rapport à la saisie : elle est plus simple et, généralement, plus rapide à mettre en œuvre. Cette institution est, nous semble-t-il, peu connue et peu maîtrisée par les avocats. Or, dans la mesure où elle doit être demandée au juge, qui ne peut l'accorder d'office, le rôle de l'avocat, qui consiste à conseiller son client sur la meilleure voie à prendre pour aboutir au résultat recherché par ce dernier, est prépondérant en la matière.

La loi du 21 juillet 2017⁶⁷ a inséré un alinéa 1^{er} dans le paragraphe 3 de l'article 1321 du Code

judiciaire, qui précise désormais que toute décision ou toute convention fixant une contribution alimentaire due en vertu de l'article 203 de l'ancien Code civil doit mentionner « explicitement et dans une formulation intelligible la possibilité, visée à l'article 203ter, alinéas 1^{er} et 2, du Code civil, de percevoir les revenus du débiteur ou toute autre somme qui lui serait due par un tiers, c'est-à-dire l'autorisation de perception de revenus ».

Il s'agit d'une avancée permettant d'attirer l'attention des justiciables et des praticiens sur la possibilité qui leur est offerte par l'article 203ter. Peut-être pourrait-on prévoir cette insertion obligatoire pour les décisions rendues dans le cadre d'obligations alimentaires autres que celle prévue par l'article 203 de l'ancien Code civil.

● ALBANE TOUSSAINT

Avocate au barreau de Mons

Assistante au Centre de droit privé à l'UCLouvain

61 Art. 1390bis, al. 4, C. jud.

62 Art. 1390bis, al. 5, C. jud.

63 N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 137, n° 50 ; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », op. cit., p. 136, n° 50.

64 A. DEGROS, « Les saisies et cessions sur la rémunération », op. cit., p. 640 ; M. FORGES, « Règles applicables à la délégation de sommes », op. cit., p. IXbis.3.2-3, n° 2.4 ; N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 340, n° 445 ; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », op. cit., p. 136, n° 50 ; K. VANLEDE, « Het belang van een uniforme kwalificatie van deontvangstmachtiging », op. cit., p. 46, n° 49.

65 N. GALLUS, « La délégation de sommes », op. cit., p. 340, n° 445 ; N. GALLUS, « L'exécution en matière familiale », op. cit., p. 136, n° 50.

66 A.-Ch. VAN GYSEL et Chr. THOMASSET, « Du règlement collectif de dettes et d'autres modifications de la possibilité d'exécuter une décision en matière d'aliments », Div. Act., 1999, p. 19.

67 Loi du 21 juillet 2017 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la mention, dans les jugements relatifs à la

fixation d'une contribution alimentaire, de la possibilité d'autoriser le créancier à percevoir les sommes dues au débiteur d'aliments, M.B., 22 août 2017, p. 80572.

La saisie-arrêt et la naissance de la situation de concours

Introduction

Depuis quelques années déjà, le législateur s'est inscrit dans une dynamique œuvrant à davantage de collégialité dans les procédures de recouvrement.

L'idée maîtresse de cette tendance paraît être axée sur deux impératifs majeurs : celui de limiter les frais de procédure à charge des justiciables et celui de rationaliser les procédures de recouvrement afin de les faire progresser vers davantage d'efficacité.

Le domaine des saisies-arrêts ne fait pas exception à cet élan.

La combinaison de ces facteurs a débouché sur de multiples évolutions législatives et, dans une autre mesure, sur une adaptation des pratiques et de la coutume propres aux huissiers de justice. Certaines problématiques rencontrées par ces derniers appellent en effet des réponses rapides et efficaces. Les solutions alors dégagées sont alors l'occasion d'une forme de confrontation entre rigorisme et pragmatisme et impliquent dès lors bien souvent une nécessaire prise de position au regard des intérêts en présence afin d'y répondre le plus adéquatement possible¹.

Le nœud de la problématique abordée ci-dessous réside dans la question suivante : à partir de quand naît, dans le chef de l'huissier de justice instrumentant, l'obligation de se conformer

au prescrit de l'article 1627 du Code judiciaire, telle que stipulée à l'article 1390quinquies ? La solution alors dégagée laisse-t-elle une marge de manœuvre aux praticiens du droit ? Parvenir à y répondre revêt un caractère capital dès lors que, comme nous le verrons, les implications à charge des huissiers de justice, mais aussi des débiteurs saisis et des créanciers, ne peuvent être négligées.

Dans le cadre de la présente contribution, nous tâcherons de vous proposer un raisonnement répondant aux problématiques ici soulevées.

1. Vocation collective de la saisie

La loi hypothécaire énonce en son article 8 que « les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution ».

L'ordre juridico-économique que nous connaissons se fonde précisément sur cette disposition. Celle-ci consacre en effet tant le principe suivant lequel le débiteur répond de l'intégralité de ses dettes sur son patrimoine que celui de l'égalité des créanciers en cas de réalisation de ce dernier. Il s'agit là du fondement de la vocation collective de la saisie.

Ce texte et, partant, la vocation collective de la saisie justifient d'ailleurs que, lorsqu'une saisie est pratiquée, elle tende à appréhender la plus large partie possible des avoirs du débiteur saisi². En effet, quand bien même l'objet de la saisie aurait une valeur totale (largement) supérieure à la créance l'ayant justifiée, l'obligation

de répartition pesant sur l'huissier de justice instrumentant lui suggère de bloquer la totalité des avoirs du débiteur, permettant *in fine* le désintéressement d'un maximum de ses créanciers³.

La saisie-arrêt ne fait naturellement pas exception à la règle dès lors qu'elle est définie comme « une mesure de poursuite individuelle à vocation collective »⁴. Cette nature collective procède d'ailleurs tant du droit reconnu par la loi à chacun des créanciers d'un même débiteur de s'associer à une mesure de saisie précédemment diligentée⁵ qu'au droit de participer à la répartition⁶ des fonds issus de cette saisie ou de la réalisation de son objet⁷.

Soulignons enfin que le caractère collectif des mesures de saisie serait opérant sans un mode de publicité performant. En ce sens, les

¹ Le professeur Georges de Leval définissait d'ailleurs le rôle de l'huissier de justice dans le cadre de l'exécution en ces termes : « L'huissier de justice [...] n'agit pas aveuglément : agent qualifié, il est aussi le relais humain entre le créancier et le débiteur » (voy. G. DE LEVAL, *Traité des saisies (Règles générales)*, Liège, Faculté de droit de Liège, 1988, p. 62).

² Sous réserve des régimes d'insaisissabilité visés aux articles 1408 et suivants du Code judiciaire.

³ A.-M. STRANART, « La saisie-arrêt », in *Les voies conservatoires et d'exécution - Bilan et perspectives*, Jeune barreau de Bruxelles, 1982, pp. 105-107 ; G. DE LEVAL, « La saisie mobilière », *Rép. not.*, t. XIII, liv. II, p. 164 (n° 397).

Au moment de pratiquer la saisie, l'huissier de justice instrumentant ignore en effet l'importance du passif du débiteur, de manière telle qu'il lui est, à ce stade, impossible d'envisager de limiter la portée de sa saisie au strict minimum au regard de la créance de son mandant.

Notons que cet élément suscite d'ailleurs l'incompréhension quasi systématique des débiteurs saisis qui ne comprennent pas pourquoi l'objet de la saisie peut avoir une valeur économique parfois bien supérieure à celle de la créance ayant justifié ladite mesure de saisie. Le devoir d'information dont est chargé l'huissier de justice instrumentant se révèle ici être capital afin que les opérations d'inventaire puissent se faire le plus sereinement possible.

⁴ L. FRANKIGNOUL, « La saisie-arrêt », in *Droit judiciaire. Commentaire pratique*, XII.4, Waterloo, Kluwer, 2019, p. 17.

⁵ Au travers de l'article 1524 du Code judiciaire par exemple.

⁶ Art. 1390quinquies et 1627 C. jud.

⁷ A.-M. STRANART, « Les voies d'exécution - Développement récent », *Cah. dr. jud.*, 1991, p. 74.